



EUROPEAN ACTION COALITION FOR THE RIGHT TO HOUSING AND TO THE CITY

Procès-verbal de la plénière Réunion de Paris

SESSION PLÉNIÈRE D'OUVERTURE RÉUNION DU CEA A PARIS

CICP // jeudi 9th de novembre 2023 // 10am to 1pm CET

Groupes de membres participants :

Habitat et Participation (Bruxelles), Action Logement - Bruxelles (Bruxelles), Right To The City /Pravo na Grad (Zagreb), Action Network for Housing and the City (Chypre), Cypriot Movement Against Evictions (Chypre), Aslido - Association des sans-abri (Ostrava, Prague), Aitec (Paris), Droit Au Logement (France), HALEM (France), Bündnis Zwangsräumung Verhindern/Stop Evictions (Berlin), Stop Auctions Athens (Athènes), Bond Precaire Woonvormen (Pays-Bas), Habita ! (Lisbonne), Căși sociale ACUM / Social housing NOW (Cluj), ZA Krov nad glavom / The Roof (Belgrade, Novi Sad), PAH International Commission (Espagne), Ort Till Ort (Stockholm), Mieter*innengewerkschaft Berlin (Berlin), Habitação Hoje ! (Porto), Sindicat de llogateres (Barcelone), Zwangsräumung verhindern Wien/ stop evictions Vienna (Vienne), London renters union (Londres), CATU (Irlande), INN (Prague), Foundation FOR HOPE (Sofia)

ORDRE DU JOUR :

1. Répartition des tâches en plénière (procès-verbal, nettoyage, etc.)
2. Introduction Concept de sensibilisation
3. Présentation de soi en petits groupes
4. Présentation des groupes - les questions brûlantes et la relation des groupes avec l'EAC
5. Présentation des groupes de travail et du travail effectué entre Cluj et Paris
6. Campagnes / déclarations communes

RÉSUMÉ DU PROCÈS-VERBAL :

1. - 3. pas de procès-verbal

4. **INTRODUCTIONS DES GROUPES - quelles sont les questions brûlantes de votre groupe, quelles sont leurs relations avec l'EAC ?**

BPW Syndicat de l'habitat précaire des Pays-Bas

Nous luttons contre les lois aux Pays-Bas, nous aidons les personnes qui ont peu ou pas de droit au logement, nous nous organisons localement ; nous faisons partie de l'EAC depuis 10 ans ; la lutte principale est le logement temporaire et le sans-abrisme, l'augmentation des loyers et l'appel à l'interdiction des squats.

Habita Lisbon

Nous organisons des assemblées populaires avec des personnes confrontées à de nombreuses expulsions, nous voulons politiser les gens, mais c'est difficile. Le nouveau gouvernement pourrait être une coalition de partis d'extrême droite, ce qui rendra plus difficile notre lutte pour le logement. Les personnes défavorisées construisent des campements informels qui sont souvent démolis par l'État et nous essayons de les aider, d'empêcher les expulsions et les démolitions.

Stop aux expulsions Lisbonne

Nous venons de rejoindre l'EAC. Les expulsions sont le principal problème auquel nous sommes confrontés et elles sont de plus en plus fréquentes. Nous aimerions établir davantage de relations internationales et apprendre des autres.

Action Logement Bruxelles

La lutte principale est contre la hausse des loyers et les expulsions. Nous avons été créés il y a trois ans. Nous sommes en relation avec un groupe anti-expulsions à Bruxelles et nous nous efforçons également de créer un syndicat de locataires.

Stop aux expulsions Berlin

Notre principal combat est de mettre un terme aux expulsions qui sont de plus en plus nombreuses car il n'y a pas assez de logements abordables. La gentrification et l'augmentation de la pauvreté sont également des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous faisons partie de l'EAC depuis plus de 10 ans. La majorité des expulsions ont lieu parce que de grandes entreprises vendent des appartements à des propriétaires individuels (appartements qui ont déjà des locataires).

Union des locataires de Londres

Il n'y a pas de contrôle des loyers à Londres, il n'y a pas non plus de réglementation concernant les expulsions. Nous insistons sur le contrôle des loyers. Nous avons reconstruit les relations avec la CAE depuis la réunion d'Athènes en 2022. Nous aimerions faire partie d'un mouvement transnational pour le logement.

INN Prague

La lutte contre les contrats temporaires constitue le principal enjeu.

Aslido

Notre plus grand combat concerne la loi sur le logement social et la manière dont il est distribué. Il y a des changements au sein du gouvernement local qui veut modifier la

distribution des logements sociaux. Le deuxième problème est qu'ils veulent rendre les expulsions plus faciles qu'auparavant. Le troisième problème est l'augmentation du prix du loyer social. Nous attendons de l'EAC une plus grande coopération dans les domaines suivants

la région.

Mouvement contre les ventes aux enchères à Chypre

Nous aimerions nous joindre à d'autres mouvements, c'est pourquoi nous faisons partie de l'EAC. Les ventes aux enchères dont nous nous occupons sont désormais électroniques et nous nous battons contre la loi qui l'a autorisée. Nous luttons pour que le gouvernement applique les lois européennes qui protègent les débiteurs. Le manque de logements sociaux est un autre problème, ainsi que le coût de la vie et les factures des services publics. Nous nous efforçons d'étendre l'organisation à l'ensemble de l'île et d'unir nos forces.

Syndicat Chypre

Pour nous, il est fructueux de participer à différentes luttes en tant que syndicat, comme le logement, les organisations de femmes, etc. C'est aussi la raison pour laquelle nous sommes ici, nous aimerions apprendre des autres groupes.

La PAH

Nous avons commencé par lutter contre les expulsions, puis nous nous sommes intéressés à d'autres problèmes - hausse des loyers, turistification, gentrification. Nous soutenons également les squatters. Les ménages à faibles revenus n'ont pas accès aux prêts hypothécaires et il y a très peu de logements sociaux. Les grandes entreprises achètent aux banques des maisons et des immeubles qui sont désormais vides et laissés à la spéculation. Nous avons essayé de changer les lois et de collaborer avec les partis politiques. Nous avons fait partie de l'EAC et nous aimerions participer à des actions communes comme HAD.

Casi Sociale Acum Cluj

Les Roms sont expulsés des logements sociaux, nous essayons également de pousser les autorités locales à construire plus de logements sociaux. Nous nous intéressons aux expériences internationales. Nous participons à des actions conjointes comme HAD et nous faisons partie du groupe de recherche de l'EAC.

Union des locataires de Berlin

Notre principal combat est l'augmentation des loyers, nous essayons d'organiser les gens pour lutter contre ces augmentations. Nous rejoignons l'EAC pour partager nos connaissances avec d'autres syndicats de locataires, nous aimerions avoir des réunions régulières avec eux.

Halem France

Nous nous occupons de logements alternatifs, nous aidons les migrants ou les Roms, nous concevons des logements alternatifs pour le marché. Nous faisons partie de l'EAC pour

partager nos expériences et nos pratiques avec des personnes d'autres pays. Nous luttons contre la loi qui criminalise les squats et les formes alternatives de logement.

Le toit au-dessus de la tête Belgrade

Nous nous efforçons actuellement de mobiliser davantage de personnes, le sujet ayant perdu de sa popularité auprès du public. Nous essayons d'étendre la lutte à d'autres domaines tels que les problèmes des locataires. Nous organisons une réunion des syndicats de locataires à Belgrade et nous aimerions continuer à collaborer de cette manière.

Habitacao Hoje Porto

Nous aidons les personnes vivant dans des logements sociaux à faire face à différents problèmes - expulsions, réparations, loyer. Nous aidons également les migrants. Nous voulons partager nos expériences avec d'autres personnes.

Habitat et Participation Belgique

Après le covid, de l'argent a été distribué aux personnes pour rénover leurs appartements, en particulier aux propriétaires pauvres. De nombreuses questions se posent quant à la manière dont cette loi est mise en œuvre et ce qu'il en adviendra à l'avenir. Nous aimerions discuter avec d'autres personnes de ce qui se passe à cet égard dans d'autres pays et de la manière dont nous pouvons lutter ensemble contre ce problème.

Ort till Ort Stockholm

Nous nous sommes battus pour une meilleure négociation dans les logements sociaux et avec les propriétaires privés. Nous sommes intéressés par de nouvelles méthodes de lutte contre les propriétaires.

Le droit à la ville Zagreb

Le plus gros problème est la fausse perception que les gens pourront être propriétaires et le manque de volonté de l'État de construire des logements sociaux. Le gouvernement investit des fonds publics dans l'immobilier privé et nous luttons contre cela. Nous essayons également de pousser le gouvernement à changer cela et à introduire de nouvelles politiques de logement. Nous faisons partie d'un gouvernement local qui s'oppose au gouvernement national. Nous faisons partie de l'EAC depuis des années, nous y voyons un moyen de partager nos connaissances et de mieux comprendre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Catu Irlande

Nous nous concentrons sur le marché locatif privé, les loyers élevés, le coût du logement, les problèmes d'entretien, les expulsions. Nos principales campagnes portent sur les expulsions légales et illégales. Nous faisons pression pour qu'il y ait plus de logements sociaux. Nous faisons partie de l'EAC parce que nous voulons partager nos connaissances.

Sindicat de Llogaters Barcelona

Nous luttons contre les expulsions et la hausse des loyers. Nous faisons pression pour qu'une loi interdise AirBnB. Nous nous battons également pour plus de logements sociaux et contre la privatisation des logements sociaux existants.

stock. Nous luttons contre les sociétés immobilières et leurs pratiques frauduleuses. Au sein de l'EAC, nous essayons de participer à des actions communes.

Stop aux expulsions Vienne

Nous luttons contre les expulsions et nous essayons d'aider les personnes à faibles revenus, ayant des contrats temporaires, à accéder au logement social ou à ne pas être harcelées par des propriétaires privés. Nous luttons contre les rénovations parce que les nouveaux bâtiments ne sont pas soumis à la réglementation. Nous essayons de nous attaquer aux déchets produits par les géants de la construction. Nous avons adhéré l'année dernière et nous avons été actifs dans la mise en réseau et les réunions, nous faisons partie de groupes de travail et nous nous intéressons aux actions transnationales.

AITEC

Nous menons des recherches dans un contexte international et nous nous concentrons sur la financiarisation du logement. Nous participons aux réunions de l'EAC, nous faisons partie du groupe de recherche.

DAL France

Nous sommes un syndicat de locataires et nous organisons des actions collectives pour aider les personnes en difficulté. Nous organisons des manifestations, des blocages et des réunions de personnes concernées. Nous organisons également des squats. Nous sommes confrontés aux mêmes problèmes que ceux mentionnés par d'autres - l'exploitation des locataires, le capitalisme des locataires, la financiarisation du logement. Nous luttons contre la démolition des logements sociaux et le gouvernement propose de rendre les logements sociaux inaccessibles aux plus pauvres et de se concentrer sur les besoins de la classe moyenne. Nous sommes confrontés à la criminalisation de la loi Kasbarian et la coalition nous a beaucoup aidés à nous mobiliser au niveau international contre cette loi.

Initiative unie contre les ventes aux enchères Athènes

En Grèce, des personnes sont expulsées pour de très petites dettes. Nous nous battons contre cela. Nous luttons contre les grands projets urbains qui détruisent l'espace public. En ce moment, une entreprise coupe des arbres à Exarchia pour construire une station de métro. J'aimerais que nous fassions une bannière pour soutenir la lutte locale.

La Fondation pour Espoir Bulgarie

Il n'y a pas de politique du logement en Bulgarie et nous essayons de travailler avec les différents acteurs concernés par les espaces publics et le logement. Nous constatons que le logement est lié à d'autres problèmes auxquels les gens sont confrontés. Il n'y a pas de réglementation, pas de logement social car il y a beaucoup de propriétaires en Bulgarie (un

héritage communiste). Il y a cependant de plus en plus de locataires et de personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter un appartement. Comme il n'y a pas de politique en matière de logement, il n'y a pas de mouvements.

qui traitent du logement, de la gentrification, de la touristification de la ville, etc.

5. PRÉSENTATION DES GROUPE DE TRAVAIL ET DES TRAVAUX RÉALISÉS ENTRE LE CLUJ ET PARIS

1. GROUPE DE L'UNION DES LOCATAIRES

En octobre, une réunion de l'union des locataires a eu lieu à Belgrade, avec 20 personnes.

Courte réunion axée sur les questions d'organisation : comment démarrer, comment maintenir l'implication, si l'organisation est en train de mourir ou si elle est en train de grandir de façon insensée.

> Le procès-verbal de la réunion sera communiqué par courrier électronique.

3 syndicats de Pologne (qui ne font pas encore partie de la coalition) se sont joints à eux. Avec d'autres, ils ont partagé des questions spécifiques aux pays post-communistes.

D'autres membres rejoignent le groupe.

Le groupe a décidé qu'il était préférable de se réunir en personne pour travailler sur des questions spécifiques.

Ils ont réussi à réunir des fonds pour ce premier événement - une expérience qui pourrait être reconduite.

2. GROUPE DE TRAVAIL > GROUPE D'ACTION

Le travail a commencé à Cluj, avec des questions à tous les groupes.

- > qui ils étaient
- > principaux problèmes rencontrés
- > Principaux objectifs
- > rêves

Ces données ont été utilisées pour élaborer un appel à propositions pour HAD2024.

Nous avons essayé de trouver des lignes communes pour élaborer le premier projet d'appel, qui a été partagé par le biais de la liste de diffusion de l'EAC. Doit être retravaillé

> Décisions à prendre : travailler sur le format / l'améliorer par rapport à l'année dernière / décider de la date Très peu de personnes dans le groupe de travail, à augmenter / les membres sont invités à se joindre.

Le groupe organise également différentes campagnes, raison pour laquelle il propose d'être rebaptisé groupe ACTION.

- a organisé le séminaire en ligne sur la loi anti-kasbarienne > des événements similaires sont les bienvenus
- solidarité avec un groupe du Chili

- éventuellement travailler sur la campagne anti-MIPIM (à construire) Les membres sont invités à proposer des campagnes de solidarité

3. GROUPE DE RECHERCHE

Principalement deux projets :

A.

- document sur les élections européennes, demandé par Rosa Luxembourg / la coalition a posé sa candidature et a été sélectionnée
- l'énorme travail d'Anike à Cluj a été réalisé
- publié autrefois (édité actuellement par Rosa Lux)
- comment les politiques de l'UE influencent le droit au logement : argent pour la rénovation, argent aux banques pour les hypothèques, ... crée des flux d'argent qui vont aux propriétaires et aux investisseurs, il est vraiment important que nous comprenions tous ce mécanisme.
- un CV sera fait et réalisé prochainement, l'objectif étant de construire un poste

B.

- questionnaire aux membres sur le logement et l'énergie
- Sur cette base, l'objectif était d'élaborer une position commune. Ce travail a pris un peu de retard, mais il devrait être prêt à être publié dans deux mois.

4. GROUPE DE SENSIBILISATION

Plusieurs réunions au cours des six derniers mois, principalement pour élaborer le texte qui sera présenté ce soir.

L'objectif est de faire grandir l'équipe

L'accent sera mis sur des idées/outils à plus long terme pour gérer les conflits.

Demande à Athènes d'avoir un espace calme : préparation de cette session à Paris

LE GROUPE DE LUTTE CONTRE LE SANS-ABRISME :

une discussion prévue le vendredi après-midi. Mais il s'agit d'un très petit groupe, qui s'est réuni à Athènes et à Cluj, mais chaque fois avec des personnes différentes dans ce groupe. Mais à Cluj, il y a eu un accord entre Prague et Vienne (beaucoup de migrants sans-abri de la République tchèque, des Balkans, ...). Nous avons convenu d'avoir un groupe WhatsApp, mais cela n'a pas fonctionné comme prévu. Il est prévu d'organiser un pique-nique à un moment donné. Il était prévu que les groupes se rencontrent et organisent un événement ensemble, ce qui n'a pas encore été fait, mais nous espérons y parvenir. Nous sommes prêts à discuter des modalités d'échange entre les groupes.

> Proposition du groupe de Prague de fusionner avec le groupe des logements publics et

sociaux.

GROUPE ANTI-ÉVICTION :

a rassemblé des dépliants et des brochures contre les expulsions sur le site web de la coalition
> constituer une archive d'outils de lutte contre les condamnations

GROUPES DE LUTTE POUR LE CLIMAT ET LE LOGEMENT

discuté à Cluj, atelier public le samedi matin prévu dans le programme de Paris, objectif de convergence avec les mouvements climatiques.

LOGEMENT PUBLIC ET SOCIAL

À Cluj, le groupe s'est réactivé mais n'a pas eu l'occasion de poursuivre son travail depuis lors. Plusieurs groupes ont participé à une discussion (de Bruxelles, Berlin, Paris, Cluj, ...) pendant deux jours après la réunion de Cluj, et ont abouti à un manifeste pour le logement public et social.

8 MARS - LUTTES FÉMINISTES

Déclaration discutée à Cluj, afin qu'il y ait une déclaration générale qui puisse être soutenue tout au long des années par la coalition (pas nécessairement mise à jour chaque année).

GROUPE JURIDIQUE

Pas d'activité pour le moment

Par exemple, les membres français ont demandé s'il existait des lois similaires dans d'autres pays : Les membres français ont demandé s'il existait des lois similaires dans d'autres pays

RAPPEL :

Comment rejoindre les groupes de travail ?

- dans l'après-midi, les groupes se réunissent : c'est le bon moment pour se joindre à eux
 - Il est également possible d'envoyer un courriel à l'équipe de coordination ou à un groupe directement pour le rejoindre.
- > Après-midi : sessions en groupe / 2h par thème + mise en commun du travail effectué au sein de chaque groupe <

6. CAMPAGNES / DÉCLARATIONS COMMUNES

A propos de la déclaration sur la Palestine

Suite à la discussion sur la déclaration politique sur la Palestine, certains groupes ont décidé de ne pas se joindre au rassemblement de Paris.

Une déclaration a été rédigée pour appeler à un cessez-le-feu, déclaration qui sera au minimum signée par la coalition elle-même.

Un vote a été ouvert pour demander un accord sur cette nouvelle déclaration - d'autres groupes sont invités à voter jusqu'à ce vendredi.

Une autre déclaration a été rédigée par un groupe de membres de la coalition sur la Palestine. Elle sera signée par les groupes spécifiques. Elle ne concerne donc plus la coalition.

A propos des déclarations politiques de la coalition en général

La manière dont la proposition de déclaration politique sur la Palestine a été faite n'était pas idéale - un bloc-notes, des courriels, ... - cela est reconnu. Cela a conduit à l'escalade dont nous avons été témoins.

Par conséquent, proposition de réfléchir à une procédure

- d'abord, s'il y a une proposition de la part d'un groupe, un courrier est envoyé pour proposer le sujet aux animateurs
- inviter à une réunion pour qu'une discussion puisse avoir lieu en premier lieu
- si, au cours de la réunion, il est convenu qu'un travail sur un texte est nécessaire/accepté, un groupe est désigné pour rédiger une proposition de déclaration
- Il faut clarifier les horaires dès le début, car il y a souvent une forme d'urgence.

Doit être formalisé.

RUPTURE

Nourriture par " La cantine des femmes battantes "

Lancé après l'expulsion d'un groupe de St Denis de leur squat Ils ont ensuite créé ce collectif pour préparer et vendre de la nourriture pour les mouvements 12 membres / principalement des femmes sans papiers

Il est important de respecter le calendrier

PLÉNIÈRE INTERNE. RAPPORT DE LA SESSION DES GROUPES DE TRAVAIL
CICP // Jeudi 9th de novembre 2023 // 15h00 à 18h00 CET

1. Groupe de syndicats de locataires :

Le groupe a discuté des conclusions de la réunion des syndicats de locataires qui s'est tenue à Belgrade le 14th octobre. La plupart des participants à ce groupe de travail n'ont pas encore de syndicat de locataires consolidé, ils essaient plutôt d'en construire un. C'est pourquoi la discussion s'est concentrée sur les moyens de mettre en place et de développer un syndicat de locataires. D'anciens syndicats de locataires (comme le Syndicat des Llogateras Barcelona ou le London Renter's Union) ont partagé leurs expériences sur la manière dont ils s'organisent au niveau local.

Futurs projets ou campagnes communs :

1. Publier une brochure sur les résultats de la réunion du syndicat des locataires qui s'est tenue à Belgrade.
2. Créer des contenus vidéo sur le mouvement syndical européen des locataires, filmer des interviews de locataires, parler de leurs expériences et de leurs luttes.
3. Créer un espace commun pour le partage d'informations : un dossier dans le Google Drive de l'EAC.
4. Organiser des réunions physiques.

Comment demander un soutien financier à l'EAC pour ces différents projets ? Il y a des fonds dédiés aux activités des groupes de travail : il faut d'abord écrire une proposition de projet aux trésoriers, si elle est acceptée, le projet doit être présenté et voté lors de l'assemblée mensuelle.

2. Le logement social et la lutte contre le sans-abrisme :

La discussion s'est principalement concentrée sur le sans-abrisme. Il y a eu différents points de vue sur cette question. Par exemple, il y a eu de forts désaccords sur la politique/le programme "Housing first". Il a été suggéré que le groupe de travail invite d'autres organisations à partager leurs opinions et à discuter de cette politique. Les questions relatives au logement social n'ont pas été beaucoup discutées.

Suggestion : reprendre le manifeste sur le logement social de la réunion de Cluj.

3. Groupe d'action :

Dans les prochains mois, le groupe se concentrera sur les deux principales campagnes de l'EAC : anti-MIPIM et HAD. Le groupe continuera néanmoins à organiser et à coordonner des actions de solidarité.

Les réunions régulières du groupe d'action se tiendront tous les 1st jeudis de chaque mois à 19

heures CET.

- **La campagne anti-Mipim aura lieu à la mi-mars.** Cette année encore, la campagne comprendra des actions décentralisées et une mobilisation principale à Cannes, où se déroule le MIPIM. L'EAC a exprimé son souhait de s'associer au mouvement climatique dans l'organisation de cette campagne. Proposition d'organiser un webinaire avec le mouvement climatique en décembre

- **Campagne HAD :** elle aura lieu du 29th mars au 7th avril (c'est Pâques !). Le groupe de travail a formulé plusieurs propositions :

1. Interviews de tournage des membres de l'EAC qui s'organisent pour le HAD.
2. Organiser une réunion en ligne avec les collectifs non-membres qui ont organisé des mobilisations HAD en 2023 (ou qui sont prêts à le faire à l'avenir).
3. Devise suggérée pour la campagne : Nous sommes les voisins.
4. Un projet d'appel HAD sera finalisé lors de la réunion de Paris et sera publié au début du mois de mars.
5. Une invitation sera envoyée à tous les membres de l'EAC pour qu'ils rejoignent le groupe de signalisation HAD et les réunions afin de contribuer à l'organisation de la campagne.

4. **Groupe de recherche :**

Le groupe finalisera ses deux projets en cours : la brochure sur la crise énergétique et le document sur les politiques de logement de l'UE.

Nouvelle idée de projet : créer une carte des luttes pour le logement à travers l'Europe (logement social, lois sur les expulsions...). L'utiliser comme outil de mobilisation pour la campagne HAD et montrer que le logement est une lutte à l'échelle européenne. La forme que cela peut prendre : brochure ou affiche. Date limite : début mars.

5. **Discussion de clôture :**

Réactions et interventions :

6. Le thème du **logement social et du sans-abrisme est revenu** lors de la discussion de clôture. Il est nécessaire de créer une nouvelle dynamique sur le thème du sans-abrisme. Le sans-abrisme devrait être articulé avec les questions de squat et de logement social. "Arrêter

expulsions Vienne" propose d'organiser une réunion avec Aslido (et d'autres collectifs intéressés) à Prague pour échanger des connaissances sur ce sujet.

7. **Assemblées mensuelles :** comment rendre les assemblées mensuelles plus intéressantes ? Proposition : donner plus de place à la discussion politique et réduire le temps consacré aux questions techniques. Les assemblées mensuelles pourraient commencer par une discussion politique sur un sujet spécifique ou un échange sur la situation du logement/les dernières nouvelles sur le logement dans chaque pays.
8. **Groupes de travail :** un groupe de travail doit être en mesure de susciter des discussions et de fournir des outils utiles à tous les membres de la CAE. Par conséquent, les groupes de travail doivent constamment échanger et partager les résultats de leur travail.

3RD SESSION PLÉNIÈRE DU CCE DANS LE CADRE DE LA RÉUNION DE PARIS CICP (et zoom) // vendredi 10th de novembre 2023 // 10am- 1pm CET

Groupes membres participants (25 groupes au total + un nouveau) :

Habitat et Participation (Bruxelles), Action Logement - Bruxelles (Bruxelles), Right To The City /Pravo na Grad (Zagreb), Action Network for Housing and the City (Chypre), Cypriot Movement Against Evictions (Chypre), Aslido - Association des sans-abri (Ostrava, Prague), Aitec (Paris), Droit Au Logement (France), HALEM (France), Bündnis Zwangsräumung Verhindern/Stop Evictions (Berlin), Stop Auctions Athens (Athènes), Bond Precaire Woonvormen (Pays-Bas), Habita ! (Lisbonne), Căși sociale ACUM / Social housing NOW (Cluj), ZA Krov nad glavom / The Roof (Belgrade, Novi Sad), PAH International Commission (Espagne), Ort Till Ort (Stockholm), Mieter*innengewerkschaft Berlin (Berlin), Habitação Hoje ! (Porto), Sindicat de llogateres (Barcelone), Zwangsräumung verhindern Wien/ stop evictions Vienna (Vienne), London renters union (Londres), CATU (Irlande), INN (Prague), Foundation FOR HOPE (Sofia),

→ Stop Despejos / Stop Evictions (Lisbonne) approuvé dans cette assemblée

ORDRE DU JOUR :

A Questions techniques

(nouveau membre, nouveau facilitateur, équipe de communication, déclaration de cessez-le-feu, prochaine réunion)

B Propositions / Stratégie

(Housing Action Days,

MIPIM) C Budget

RÉSUMÉ DU PROCÈS-VERBAL

(le procès-verbal complet avec les discussions telles qu'elles ont été écrites est joint en annexe)

A Questions techniques

1. Nouveau membre :

Stop Despejos (Stop aux expulsions) de Lisbonne a demandé à devenir membre de l'EAC. Autodescription voir ici :

<https://housingnotprofit.org/all-members/stop-despejos/>
www.stopdespejos.wordpress.com

Ils étaient déjà liés à l'EAC par la collaboration avec Habita !

Vote : l'assemblée approuve la demande sans objection.

L'assemblée a accueilli Stop Evictions Lisbon en tant que membre de l'EAC.

2. Équipe d'animation :

Eva quitte l'équipe de facilitation après deux ans d'excellent travail.

Un appel à candidatures a été lancé le 12th d'octobre (date limite 26th d'octobre).

Stela (Droit au Logement) a posé sa candidature pour rejoindre l'équipe de facilitation (lettre de candidature envoyée à la liste de diffusion le 30th d'octobre). Stela a répété verbalement sa motivation et sa vision de son travail à ce poste.

Vote : l'assemblée a voté en faveur de Stela sans objection.

L'assemblée a accueilli Stela en tant que nouveau membre de l'équipe de

facilitation. L'assemblée a remercié Eva pour son travail au sein de

l'EAC.

3. Équipe de communication

Mme Csenge a annoncé qu'elle souhaitait quitter son poste au sein de l'équipe de communication à partir de janvier.

Un appel à candidatures pour rejoindre l'équipe de communication sera lancé en novembre et comprendra la description de ce poste.

L'objectif est de voter pour une nouvelle personne lors de l'assemblée mensuelle de décembre (14th / 7pm CET/ zoom), afin que la nouvelle personne puisse commencer en janvier.

L'assemblée a accueilli favorablement la proposition de Mme Csenge de continuer à s'impliquer dans l'EAC bien qu'elle ne soit pas membre d'un groupe de membres pour le moment.

4. Proposition de mise en place d'un conseil technique

L'équipe de facilitation a expliqué comment et pourquoi le besoin d'un "conseil technique" s'est fait sentir au cours du dernier mois. Fondamentalement, il y a un manque de transparence des procédures et de légitimité dans certaines étapes des groupes de travail (lorsque, par exemple, les bailleurs de fonds ont besoin d'une réaction immédiate à brève échéance et qu'il n'est pas possible de consulter tous les membres). Il s'agit essentiellement du financement de l'EAC, du travail administratif, des conseils et de la résolution de problèmes avec les équipes de travail (facilitation, communication, trésorerie). Ce conseil technique ne prendrait pas de décisions pour le CCE, mais aiderait à trancher des questions de procédure mineures dans le cadre du travail quotidien.

La proposition de mise en place d'un conseil d'administration ou d'un conseil technique, telle qu'elle a été discutée peu avant la réunion de Paris avec son groupe de préparation, a été présentée oralement et est documentée ici :

DOCUMENTATION : Conseil technique (projet)

fonctions :

- *relations avec les bailleurs de fonds (éventuels) (travail administratif et budgétaire)
- *soutenir les équipes de travail
- *dresser les problèmes au sein des équipes de travail
- *aider à l'administration de l'association (la personne morale)
- *être capable de prendre des décisions mineures (organiser une réunion avec un bailleur de fonds)

composition :

- *validé par l'assemblée générale
- *Les personnes doivent avoir une expérience minimale dans les pays de l'EAC.
- *Les personnes ne sont pas des représentants mais des membres d'un groupe.
- *Les personnes ayant des fonctions (facilitation, communication et trésorier) doivent apporter leur aide.
- *et participent mais ne font pas partie du conseil

procédure :

- *Pour tenir une réunion, il faut au moins 3 membres du conseil et 1 personne de chaque équipe de travail (à discuter).
- *Le conseil se réunit tous les deux mois
- *les membres du conseil et des équipes de travail peuvent convoquer des réunions d'urgence
- *Tous les 6 mois, nous réévaluons le conseil.
- *le procès-verbal de chaque réunion doit être envoyé à la liste générale

Au cours de la discussion qui a suivi, plusieurs points ont été soulevés concernant l'idée générale, la relation avec le conseil d'administration de notre association, ainsi que des points spécifiques (voir le procès-verbal complet).

Par manque de temps, il a été décidé d'élaborer cette proposition pour un conseil technique en réunion :

le jeudi 30th novembre // 19h00 CET // zoom

Les résultats seront présentés lors de la prochaine assemblée mensuelle.

4. Déclaration de cessez-le-feu.

Une initiative a été prise via notre liste de diffusion pour rédiger une déclaration de la CAE en solidarité avec la Palestine. Le projet a suscité d'intenses discussions et des désaccords sur la liste de diffusion. Une réunion de zoom a été organisée au cours de laquelle il a été convenu de faire une déclaration en tant que CAE pour exiger un cessez-le-feu. La déclaration de soutien à la Palestine serait rédigée et signée par les groupes ayant donné leur accord.

La déclaration a été lue et est documentée ici :

La Coalition européenne d'action pour le droit au logement et à la ville appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

Dans notre travail à travers l'Europe, nous nous battons pour le droit de chacun à un foyer sûr et à une bonne vie. En un mois, plus de 10 000 personnes ont perdu la vie, principalement à Gaza, dont une majorité de femmes et d'enfants. Nous assistons à la destruction de 50 % des maisons à Gaza, ainsi que des hôpitaux et des abris, et au déplacement forcé de la population en Palestine et en Israël. Nous voulons empêcher d'autres morts et d'autres destructions. Nous demandons instamment à toutes les personnes impliquées dans le mouvement pour le logement en Europe de s'impliquer dans la demande

d'un cessez-le-feu maintenant.

Vote : aucun groupe ne s'oppose à la publication de la déclaration de cessez-le-feu. Stop Evictions Berlin, Stop Evictions Vienna et The Roof s'abstiennent. Décision de publier la déclaration.

5. Prochaine réunion

Décision sur la ville de la prochaine réunion physique de l'EAC au printemps. Pour l'instant, aucun budget n'est disponible à cet effet. Deux propositions - une pour Barcelone et une pour Split.

Barcelone :

Proposé par Syndicat de Llogateres : ils organiseront une conférence internationale (académie et mouvements sociaux) en collaboration et avec le financement d'une université à Bruxelles. Les dates ne sont pas encore fixées - entre le 4 et le 7th du mois d'avril. Les groupes de l'EAC et d'autres syndicats de locataires seront invités de toute façon, il n'est pas nécessaire que ce soit l'assemblée de printemps.

Problèmes : la proposition de Barcelone se situe pendant les Journées d'action logement 2024 et pendant les vacances de Pâques (France) - pour certains groupes, il pourrait être difficile de s'y joindre.

Séparer :

Proposé par Right to the City Zagreb : pour une prochaine réunion soit au printemps (potentiellement à la mi-mai), soit à l'automne. Pourrait se tenir à Split en réponse à la touristification car la côte est la plus touchée par ce phénomène.

Il s'agirait d'inviter différents groupes luttant contre la touristification et l'embourgeoisement dans d'autres villes de la côte croate.

Financement : Right to the City étudie la possibilité d'un financement de l'Institut Goethe, du Fonds culturel autrichien et du réseau européen des instituts culturels. Ils pourraient financer l'orateur principal et éventuellement les aspects techniques. Idée d'inclure d'autres acteurs comme Inside Airbnb - à Zagren, ils collaborent déjà avec eux.

L'organisation d'une réunion en Croatie pourrait contribuer à la campagne contre la touristification ainsi qu'à la lutte générale contre la politique du logement.

Problèmes : Plusieurs groupes ont déclaré qu'il était nécessaire d'approfondir la discussion et la transparence de la fondation.

Aucune décision n'a été prise quant à la prochaine réunion. Il faut clarifier les dates (Barcelone) et la source de financement (Split) - il est suggéré d'en discuter lors de la prochaine réunion.

Propositions/stratégie

1. Journée d'action pour le logement.

Traditionnellement, cet événement a lieu à la fin du mois de mars, car il coïncide avec la fin de l'interdiction hivernale des expulsions, mais l'année prochaine, il aura lieu à Pâques.

Le groupe de travail Action a suggéré une période de dix jours : Du vendredi 29th de mars au dimanche 7th d'avril 2024.

Il reste la difficulté que le MIPIM se tiendra du 12th au 15th de mars. Question de l'inclusion ou comment mettre dans un cadre commun.

En ce qui concerne la campagne ANTI-MIPIM, il n'a pas encore été possible d'élaborer une proposition concrète pour la campagne.

Décisions :

- **a voté l'organisation de journées d'action sur le logement du 29th mars au 7th avril et d'une campagne ANTI-MIPIM distincte.**

2. Budget

Situation générale :

Rapport sur le financement de la FPH, la fondation qui a financé l'EAC ces dernières années. La FPH a fait savoir qu'elle ne soutiendrait plus l'EAC à l'avenir. Les raisons en sont les changements au sein du conseil d'administration et leur politique générale qui se concentre davantage sur le climat et moins sur le logement.

En outre, ils se concentreront davantage sur les associations de Suisse et minimiseront le soutien dans d'autres pays francophones (France et Belgique - qu'ils considèrent comme faisant partie de la CAE).

Pour l'instant, ils proposent d'accorder une dernière subvention de 40 000 euros pour 2024 afin de mettre fin à la relation de manière satisfaisante et de permettre à l'EAC de trouver d'autres sources de financement.

Par ailleurs, le deuxième plus grand bailleur de fonds de la CAE, la fondation Rosa Luxemburg, est en difficulté en raison des modifications apportées à la législation sur les fondations de partis politiques en Allemagne et il n'est pas prévisible que la CAE reçoive un soutien à l'avenir !

→ **Il est urgent de trouver de nouvelles ressources financières pour poursuivre le travail de la CAE tel qu'il fonctionne actuellement !**

Budget prévisionnel réel (avril 2023 - mars 2024) :

Le budget prévisionnel actuel jusqu'à fin mars 2024 a été voté à Cluj. La situation budgétaire pour la période suivante étant incertaine, les trésoriers et l'équipe d'animation ont suggéré de conserver ce budget et ont proposé de ne pas élaborer un nouveau budget et de ne pas le voter pour l'instant.

→ **L'assemblée est d'accord sur cette proposition.**

Rapport sur les dépenses :

La CAE dispose actuellement d'environ 47 000 euros sur son compte bancaire.

Le rapport sur les dépenses effectuées jusqu'à cette date a été présenté oralement et figure dans la feuille de calcul jointe au présent procès-verbal.

→ **L'assemblée a pris acte du bilan et a approuvé le travail des trésoriers.**

Budget prévisionnel réel :

Dans le budget prévisionnel, tel qu'il a été approuvé à Cluj, 10.000 € ont été prévus pour chaque réunion physique (Paris ainsi que la prochaine réunion au printemps 2024). Ce budget a été voté à la condition que nous obtenions un financement supplémentaire de la part de la fondation Rosa Luxemburg (RLS). Actuellement, aucun financement n'est disponible auprès de la RLS. La décision a été prise d'utiliser l'argent pour la réunion du printemps 2024 à Paris, ce qui donne un total de 20 000 euros.

Principaux coûts de la réunion de Paris :

- pour les déplacements internationaux des représentants : 6 500 euros
- logement : 7 500
- alimentation : 6 500
- traduction : 1 600
- lieux de réunion : 1 600

- En outre : impression, bannière, déplacements dans Paris Total (prévu) : environ 25 000 euros.

Il reste donc un déficit de 5 000 euros à combler.

Le groupe de préparation propose de combler cette lacune par une réaffectation du budget prévisionnel. Celui-ci prévoyait 6 500 euros pour les groupes de travail et personne n'a encore pris cette somme.

La proposition concrète consiste à utiliser l'argent du budget du groupe de travail ainsi que le poste "coûts imprévus".

Vote : il a été décidé de soutenir la proposition de réaffecter le budget du groupe de travail pour couvrir les coûts de la réunion de Paris.

En ce qui concerne le budget de la réunion de Paris, il a également été décidé que les trésoriers demanderont une compensation pour les dépenses des personnes qui ne se sont pas présentées.

Autres sources de financement :

Tonia (stop auction/Athènes) a mentionné une demande de collaboration avec la CAE émanant d'un projet de recherche financé par l'UE à Athènes.

Ils ont demandé à l'EAC d'être un partenaire, notamment pour fournir des informations, ce qui impliquera la production d'un document. Il n'y a pas plus de détails pour l'instant, mais ils aimeraient avoir une première indication d'intérêt et ensuite ils travailleront sur les détails.

→ **L'assemblée décide de répondre positivement et d'examiner les détails par la suite.**

Au cours de la discussion, d'autres points sur la situation générale du financement et des remarques sur des propositions spécifiques ont été mentionnés (voir le compte-rendu complet).